

Scénario du film «1936— Andreï Vychinski. Chroniques historiques avec Nikolai Svanidze»
écrit par Marina Joukova, traduit par l'IA, et précédé d'un résumé également rédigé par l'IA

Résumé du scénario :

Le texte suit la trajectoire d'Andreï Vychinski dans le contexte de l'URSS de 1936 et montre comment ce juriste devient l'instrument central de la « justice » stalinienne au moment où se prépare la Grande Terreur.

Le récit s'ouvre sur un apparent geste d'humanisation du régime : des jeunes exilés de Leningrad après l'assassinat de Kirov écrivent à Staline pour demander qu'on les libère de la punition due à l'« origine sociale peu fiable » de leurs parents. S'appuyant sur la récente phrase de Staline, « Le fils n'est pas responsable de son père », Vychinski examine six mille dossiers et annule l'expulsion de 1 802 personnes. Parallèlement, il propose de revoir les condamnations prononcées en vertu de la loi dite « des trois épis », qui avait envoyé en prison ou au peloton des milliers de paysans pour vol de quelques produits alimentaires en pleine famine. À partir de janvier 1936, beaucoup sont libérés. Ces gestes, cependant, ne signifient pas repentance : ils reflètent le calcul de Staline après la dékoulakisation et la famine – on ne peut pas écraser les campagnes une seconde fois de la même manière, et la pénurie économique est devenue critique.

Face à un NKVD trop puissant et potentiellement menaçant pour lui-même, Staline fait mine de revenir au « primat de la loi ». Le discours officiel insiste sur le fait qu'on va désormais punir les ennemis de classe par voie judiciaire. Il faut donner au pays et à l'étranger l'image d'un État de droit socialiste : c'est là que Vychinski entre en scène comme figure idéale, juriste brillant, issu de l'intelligentsia, recteur de l'université de Moscou, parfaitement présentable aux observateurs occidentaux.

Le procès de l'affaire Sementchouk–Startsev sur l'île Wrangel, en mai 1936, joue un rôle clé dans la construction de cette image. Vychinski y déploie un immense réquisitoire contre un chef de station arctique brutal, responsable de la mort du docteur Vulfson et de la misère des autochtones. Il met en avant la défense du « petit homme » et dénonce même l'antisémitisme de l'accusé. Ce procès, très médiatisé, présente Vychinski comme un défenseur de la légalité et de la morale, presque un humaniste – tout en glissant les références obligées à Staline et au rôle bienfaisant du pouvoir soviétique.

Mais cette vitrine « civilisée » n'est qu'une ouverture à la Grande Terreur. Quelques mois plus tard, en août 1936, Vychinski est le procureur vedette du premier grand procès de Moscou contre le « centre trotskiste-zinoviéviste », qui se conclut par l'exécution de Zinoviev, Kamenev et d'autres anciens dirigeants bolcheviques. Le texte rappelle que Vychinski avait déjà été utilisé par Staline en 1928 lors du procès de Chakhty : un organe judiciaire spécial avait été créé pour lui, et il y avait formulé le principe selon lequel le tribunal soviétique doit se fonder non sur la loi, mais sur « l'opportunité d'État et économique ». En 1937, il ira plus loin en affirmant que, dans certaines périodes, les lois doivent être « mises de côté ».

Le portrait insiste aussi sur la biographie ambiguë de Vychinski : ancien menchevik, signataire d'un ordre d'arrestation contre Lénine en 1917, protégé ensuite par Staline qui, fort de ces « crochets » compromettants et d'une vieille camaraderie de prison à Bakou, sait qu'il tiendra cet homme par la peur et la gratitude. Vychinski devient alors l'emballeur virtuose de la violence d'État : il donne

forme juridique, rhétorique et scénique aux aveux extorqués par le NKVD, transforme les procès en spectacles pédagogiques pour la population soviétique et pour l'Occident, manie un vocabulaire de déshumanisation (« chiens enragés ») qui va infuser la presse et le langage quotidien. À travers lui, le texte montre comment, à partir de 1936, la peur personnelle de Staline – nourrie par le meurtre de Kirov, la crise économique et la hantise d'un complot – se métamorphose en politique de terreur de masse, camouflée temporairement sous les apparences du droit.

Scénario :

1936 – Andreï Vychinski

Le 27 janvier 1936, Staline, Molotov et Iagoda reçoivent un télégramme de garçons et de filles expulsés de Leningrad après l'assassinat de Kirov. La raison de leur expulsion : la « non-fiabilité sociale » de leurs parents. Par non-fiabilité sociale, il faut entendre une origine non prolétarienne. Dans le télégramme, les jeunes demandent à Staline « de lever la punition imméritée » qui les frappe, car « ils sont nés dans la révolution, ont été élevés par le pouvoir soviétique et veulent rejoindre les rangs de la jeunesse soviétique ». Un mois et demi plus tôt, le 1^{er} décembre 1935, Staline avait déclaré : « Le fils n'est pas responsable de son père. » Le télégramme est envoyé précisément après cette phrase de Staline.

Il est difficile de dire à quel point ce télégramme a été rédigé de manière indépendante. Ce que l'on connaît bien, c'est la réaction. Sur le télégramme même, le président du Conseil des commissaires du peuple, Molotov, écrit une résolution : « Au camarade Vychinski. Je vous prie, de ma part et de celle du camarade Staline, d'examiner cette affaire avec attention et rapidité. Il faut donner une réponse et, à l'évidence, aller à leur rencontre. » Vychinski exécute l'instruction. En un délai extrêmement bref, six mille dossiers sont examinés. Pour 1 802 personnes, la mesure d'expulsion est annulée.

Un peu plus tôt, en décembre 1935, Vychinski s'adresse au Comité central du VKP(b) avec une proposition de révision des condamnations prononcées en vertu de la fameuse « loi des trois épis ». Cette loi avait été votée au cœur de la famine. La plupart des condamnés sont des paysans qui emportaient quelques pommes de terre dans les champs pour sauver leurs enfants. À partir de janvier 1936, des milliers de personnes recouvrent soudainement la liberté.

Avant même cet épisode des paysans, Staline et Molotov rédigent une instruction secrète à l'intention des cadres du parti et des organes soviétiques. Son sens : les méthodes d'arbitraire et de coercition dans les campagnes ont épuisé leur utilité. Ces mots n'expriment aucun regret sur ce qui a été fait au village. Cette instruction secrète reflète l'humeur de Staline après la dékoulakisation et la famine de 1931–1933. On ne peut pas dékoulakiser une seconde fois, les conséquences de la première pour le pays sont monstrueuses.

En 1935, on supprime les cartes de rationnement, car le système de distribution ruine l'économie. Mais en 1936, les cartes seront réintroduites. La pénurie de biens est catastrophique. À cela s'ajoute le fait que le NKVD, sous Iagoda, est devenu une organisation toute-puissante, que Staline lui-même contrôle peu. La Tchéka créée par Lénine, choyée pendant toutes les années qui suivent, est désormais prête à dévorer Staline. L'enthousiasme de la population à l'égard de Staline ne change

rien à cela. Tchéka–OGPU–NKVD contrôlent depuis longtemps et réellement le pays. Staline l'a voulu, mais la chose est devenue une menace directe pour lui-même.

Dans ces circonstances, Staline fait un geste inhabituel. Il exhume de l'époque prérévolutionnaire le principe de la primauté de la loi. La population doit assimiler l'idée suivante : le pays entre dans une nouvelle phase, un temps de stabilité, et peut se permettre un luxe tel que la loi.

Le membre du Politburo Kaganovitch déclare : « La dictature du prolétariat a tellement grandi que nous pouvons désormais punir les ennemis de classe par l'intermédiaire des tribunaux, sans négliger pour autant les peines extrajudiciaires, comme c'était le cas jusqu'ici. » Ce que dit Kaganovitch signifie que la sphère d'application du droit pénal s'élargit concrètement. Désormais, il sera utilisé contre les adversaires politiques du régime. Leurs affaires passeront par les tribunaux. Pour un temps, la justice devient le maillon central du système répressif d'État et lui donne un semblant de légalité. Pour travailler dans ce domaine, Staline dispose d'un homme, d'un juriste capable de tout. Cet homme, c'est Vychinski.

Le 17 mai 1936, la Cour suprême de la RSFSR commence l'examen de l'affaire de l'ancien chef de la station hivernale de l'île Wrangel, Semenchouk, et du conducteur de traîneau Starcev. Semenchouk et Starcev sont accusés du meurtre du docteur Vulfson. Les circonstances de l'affaire sont plutôt exotiques.

En Arctique, sur l'île Wrangel, deux traîneaux à chiens partent dans la nuit. Le premier est mené par un conducteur expérimenté, Starcev ; sur le second, pour la première fois de sa vie, l'ancien médecin de l'usine « Manomètre », le docteur Vulfson, aujourd'hui médecin des Esquimaux, entame le voyage. Les traîneaux quittent le cap Rogers en direction de la baie Predatel'skaïa (« de la Trahison »). Deux jours plus tard, Starcev revient et déclare au chef de la station, Semenchouk, qu'en route il a perdu le docteur. Les hivernants, avec des chasseurs, partent à sa recherche. Ils trouvent le traîneau du docteur et, à deux kilomètres de là, son cadavre. Le visage du docteur est défiguré, son écharpe pleine de sang, le nez aplati, le cartilage nasal arraché, les mains marquées d'ecchymoses en anneau.

Le chef de la station, Semenchouk, écoute Starcev et, sur la base de ses déclarations, rédige un rapport : le docteur s'est perdu, a perdu son traîneau et a gelé, parce qu'il était ivre.

La femme de la victime, le docteur Feldman, qui se trouvait avec lui sur la station, exige une enquête indépendante, menée par des personnes venues de Moscou. Semenchouk commence à la persécuter, n'expédie pas ses télégrammes à Moscou, la fait mourir de faim, exige son expulsion hors de la station.

En avril, une commission venue de Moscou arrive, exhume le corps de Vulfson et établit de manière qualifiée que le docteur a été assassiné. En outre, il apparaît que Semenchouk a détruit l'organisation de la station, maltraité la population locale, négligé ses intérêts et provoqué la famine.

Ces événements, survenus sous le couvert de la nuit polaire dans un poste avancé crucial de l'Arctique soviétique, auraient sans doute pu attirer l'attention du public. Mais l'opinion soviétique la plus large n'aurait guère entendu parler du scélérat Semenchouk, terrorisant la population locale sans défense et ayant poussé son larbin Starcev au meurtre, sans un certain facteur.

Le ministère public dans cette affaire, devant la Cour suprême de la RSFSR, est assuré par le procureur de l'URSS, Andreï Ianuarievitch Vychinski. Son réquisitoire dans ce procès occupe

soixante pages imprimées dans le recueil de ses discours publié en 1938. Le discours sur ce meurtre commis en Arctique est plus long que ceux de ses futurs procès politiques. La plaidoirie de Vychinski donne à l'affaire une ampleur inattendue. Lui-même se présente au grand public comme la personnification d'une justice triomphante. Il apparaît comme le défenseur du petit homme ordinaire, même si celui-ci meurt au sens littéral au bout du monde. Le procès se déroule selon toutes les règles civilisées. La défense est assurée par d'excellents avocats, Kommodov et Kaznatcheïev. La défense, comme il se doit, conteste l'accusation. Les accusés ne reconnaissent pas leur culpabilité. Vychinski ne cherche pas à donner un caractère politique à l'affaire. Il s'agit d'autre chose : de la chute morale d'un homme qui représente le pouvoir soviétique ; du fait que ses subordonnés soit l'aident à se livrer à des brimades contre la misérable population locale, soit se taisent. L'image du crime qui se dégage du discours de Vychinski est accessible à tous. Mais il ne s'arrête pas là. Il met encore au jour un autre aspect : il affirme que le crime a une coloration nettement antisémite. Il cite les propos tenus par Semenchouk à l'égard du docteur Feldman, l'épouse de Vulfson. Vychinski met sur le même plan les notions d'« homme dépravé » et d'« antisémite ». Si l'on ajoute seulement une unique mention du « génial maître et guide des peuples de l'URSS, le camarade Staline » et qu'on ne prête pas trop attention à la formule « le bolchevik, meilleur ami de l'Esquimau », Vychinski apparaît comme un juriste quasiment civilisé, et brillant de surcroît. Les journaux fixent cette image et la propagent partout.

Le procès de Semenchouk et Starcev est une opération de relations publiques pure et parfaitement réussie pour Andreï Vychinski. Son principal « stratège politique » : Staline en personne.

L'affaire du meurtre sur l'île Wrangel pousse l'image de Vychinski – gardien de la loi et humaniste – jusqu'à son point ultime. Au-delà commence la Grande Terre. Ou plutôt son ouverture : Staline commence à tuer ses semblables – les grands fonctionnaires du parti.

Le 19 août 1936, le procureur de l'URSS, Vychinski, prend place dans la salle d'Octobre de la Maison des syndicats. S'ouvre le grand procès du « centre trotskiste-zinoviéviste ». Les principaux accusés sont Zinoviev et Kamenev.

En réalité, ce n'est pas la première fois que Vychinski se trouve à la Maison des syndicats. La première remonte à 1928. S'ouvrirait alors le premier procès politique qui recevra le nom d'« affaire de Chakhty ». Sont accusés des ingénieurs d'avoir constitué une « organisation de sabotage », pour lutter contre le pouvoir existant par la destruction des mines du Donbass. La difficulté principale, lors de la préparation de ce procès entièrement monté de toutes pièces, ne résidait pas dans la personne du procureur. Celui-ci était un homme tout à fait sûr, Nikolai Krylenko, procureur de la RSFSR.

Le problème venait du président du tribunal. On a décidé de faire du procès une audience publique. On attend des observateurs et des journalistes étrangers. Les nouveaux juges « promus » sans formation ne conviennent pas pour un tel public. Les juges de l'ancienne école risquent de faire échouer l'opération, ne serait-ce que par honnêteté professionnelle. Il faut une figure qui combine respectabilité extérieure, vivacité d'esprit, capacité à agir sur les accusés comme sur le public. Et, par-dessus tout, quelqu'un de fiable à tous égards. C'est alors que Staline sort Vychinski de son chapeau et l'utilise pour ses besoins. Il est recteur de l'Université d'État de Moscou. Peu importe à Staline que, formellement, il ne soit pas juge et ne puisse présider la Cour suprême.

On crée pour Vychinski un organe extrajudiciaire – une Présence spéciale du tribunal. Le procès présidé par Vychinski est exemplaire. D'abord, les accusés, dans cette affaire fabriquée,

reconnaissent leur culpabilité – et cette reconnaissance devient la principale preuve contre eux. Ensuite, le procureur Krylenko, agressif en bon prolétaire, est pratiquement grossier. Vychinski, lui, est poli, logique, distingué, il sent bon l'eau de Cologne chère. Et pourtant, il réclame le « peloton d'exécution ». À l'issue du procès, Vychinski publie un livre dans lequel il formule un principe essentiel : « Le tribunal soviétique doit s'inspirer et s'inspire toujours exclusivement de considérations d'opportunité d'État et d'opportunité économique. »

Dans cette construction, la loi ne trouve pas sa place. C'est naturel, car l'« opportunité d'État et économique » dépend des vues de la première personne du pays. Ces vues changent souvent. La loi ne peut pas suivre. En 1937, Vychinski écrira : « Il faut se souvenir de l'indication du camarade Staline : il est des périodes, des moments dans la vie de la société, et dans la nôtre en particulier, où il faut mettre les lois de côté. »

L'un des avocats au procès de Chakhty, en 1928, est Pavel Maliantovitch. Pavel Nikolaïevitch Maliantovitch est l'un des plus grands avocats de la Russie prérévolutionnaire. Il a défendu Léon Trotski, les ouvriers de Sormovo et Piotr Zalomov – prototype de Piotr Vlassov dans *La Mère de Gorki* –, les paysans de Kharkov et de Poltava, les marins mutinés des croiseurs *Azov* et *Otchakov*. Il a gagné le procès des cent mille roubles légués par Savva Morozov aux bolcheviks. Mieux encore, Maliantovitch a personnellement encaissé la totalité de la somme en vertu d'une procuration et l'a remise de la main à la main à Krasine.

À l'été 1915, à Moscou, a lieu la rencontre entre Maliantovitch et Vychinski. Celui-ci a alors trente-deux ans. Il est sans emploi. Il est arrivé de Bakou. Bakou est sa seconde patrie. Il est né à Odessa. À Bakou depuis l'âge de dix ans, il y termine le gymnase. Il entre à l'université à Kiev. Il se lance avec une telle ardeur dans la lutte contre l'envoi des étudiants au service militaire qu'il est exclu de l'université. Il revient à Bakou. Il rejoint l'aile menchevique du POSDR. En 1905, il crée une milice combattante. Il s'oppose ouvertement au terrible massacre de la population arménienne organisé par la police de Bakou. Vychinski est déjà connu comme un orateur extrêmement fougueux. Il est arrêté. Il passe un an en prison. Puis il revient à Kiev et, à trente ans, termine finalement ses études de droit. Marié, père d'une fille, il retourne à Bakou, où il donne des leçons particulières de littérature, de géographie et de latin. On l'invite à enseigner dans un gymnase privé. Mais il est, au fond, juriste. Il brûle d'entrer dans la profession. Il part donc pour Moscou, où il fait la connaissance de Maliantovitch, qui le prend comme assistant dans son cabinet d'avocat.

Avant Vychinski, l'assistant de Maliantovitch était Kérenski. Ils ne se sont pas croisés de peu. Lorsque Kérenski prendra la tête du gouvernement provisoire, il proposera à Maliantovitch le poste de ministre de la Justice et de procureur général.

Pavel Nikolaïevitch Maliantovitch occupe ce poste jusqu'au coup d'État d'Octobre.

Vychinski, lui, est président de la première section du conseil municipal du district Iakimanski de Moscou. Le 20 octobre 1917, il reçoit l'ordre suivant : « Par décision de l'autorité d'instruction de Petrograd, le nommé Oulianov-Lénine Vladimir Ilitch doit être arrêté. Je vous charge de veiller à l'exécution immédiate de cette décision, au cas où l'intéressé apparaîtrait sur le territoire de votre circonscription. Ministre de la Justice P. N. Maliantovitch. »

Vychinski s'acquiesce de cet ordre avec son zèle habituel. Il donne par écrit des directives à ce sujet, signées de sa main, pour son district. Des affiches avec le portrait de Lénine sont collées sur les murs des maisons.

Selon certaines informations, Maliantovitch aurait personnellement prévenu Lénine de la menace d'arrestation. Après le coup d'État d'Octobre, Maliantovitch reçoit un mandat lui garantissant l'immunité. Quant à Vychinski, il se retrouve affublé d'une marque noire qui, en pays soviétique, est pratiquement incompatible avec la vie.

En 1937, on désignera Maliantovitch comme chef d'un complot au sein du barreau de Moscou. Il écrira, depuis la prison de Boutyrki, à Vychinski, et la femme de Maliantovitch, aveugle et clouée au lit, écrira également à Vychinski. En 1937, Vychinski ordonne de ne pas répondre aux lettres des Maliantovitch. En 1940, Maliantovitch est fusillé. Avec lui périssent ses deux fils, son frère et la famille de son frère.

Soit dit en passant, c'est au procès de Chakhty de 1928 que commence la rivalité farouche entre Vychinski et Nikolai Krylenko, alors procureur de la RSFSR et futur commissaire du peuple à la Justice. Elle dure plusieurs années et s'achève par la victoire de Vychinski. Le commissaire Krylenko possède une immense expérience de l'utilisation des magistrats dans diverses campagnes politiques. Il se glorifie à maintes reprises de la contribution des juristes à la lutte contre la paysannerie. Il incarne ce qu'on appelle la « justice prolétarienne ». Ce type de justice vise des groupes sociaux bien définis ou un ensemble de personnes considérées comme hostiles : d'abord les nobles, les officiers, puis les spécialistes, puis les paysans. C'est précisément ce système de répression ciblée que l'Allemagne nazie empruntera au pouvoir soviétique. Les nazis ont simplement d'autres cibles – les Juifs et les communistes –, vouées à l'anéantissement systématique. Krylenko s'intègre parfaitement au système judiciaire stalinien, il en est le personnage classique, et pourtant il perd face à Vychinski. En 1938, il est fusillé.

Vychinski ne disposait ni de l'expérience ni du passé révolutionnaire de Krylenko. Il l'a emporté par autre chose : la forme, l'emballage. C'est un virtuose de l'emballage. Il est ce qu'il faut aux observateurs occidentaux. Théoricien, orateur, recteur de l'Université de Moscou, issu d'une famille intellectuelle, il est capable de créer un nouveau visage exportable de l'Union soviétique, respectueuse des droits des citoyens, une Union soviétique présentée comme un État démocratique.

En 1934, l'URSS entre à la Société des Nations, prototype d'avant-guerre de l'ONU. Cela oblige à conserver des apparences convenables dans la politique intérieure. En 1936, Staline est même proche d'autoriser la présentation de plusieurs candidatures pour un même siège de député aux élections du Soviet suprême. En février 1937, Jdanov présentera un rapport au plénum du Comité central. Il dira : « Les élections au Soviet suprême seront non seulement générales, égales et directes, indépendamment de l'origine sociale et des activités passées. Désormais, plusieurs candidats se disputeront chaque siège, et il n'y aura pas de listes préparées à l'avance par les organisations du parti. Les communistes doivent apprendre à rivaliser avec des candidats sans parti et se préparer à ce que certains échouent aux élections. » Cette idée, incroyable pour l'époque, survivra jusqu'à l'été 1937. Staline la rejettera le 2 juillet 1937. Ce jour-là, il signe la décision du Politburo no II-51/94. Ce document officiel marque le début de la terreur de masse. Il met fin à tous les jeux autour de la loi. La décision du Politburo est envoyée dans tout le pays sous forme de télégrammes signés de Staline. La haine stalinienne se tourne de nouveau en premier lieu vers les paysans : « Le Comité central du VKP(b) propose à tous les secrétaires d'organisations régionales et territoriales et à tous les représentants régionaux, territoriaux et républicains du NKVD de recenser tous les koulaks revenus d'exil, afin qu'ils soient immédiatement arrêtés et fusillés, par voie d'examen administratif de leurs dossiers par les troïkas. » Le nombre de personnes à fusiller doit être fourni dans un délai de cinq jours.

C'est précisément cette décision furieuse de Staline qui servira de base à l'ordre secret d'Yejev no 00447 du 30 juillet 1937, intitulé « Sur l'opération de répression des anciens koulaks, criminels et autres éléments antisoviétiques ». La télégramme de Staline et l'ordre no 00447 ouvrent une ère de boucherie totale dans tout le pays.

Le procureur de l'URSS Vychinski ne s'intéresse ni aux raisons de l'évolution de l'humeur de Staline ni aux nuances de la ligne politique. Il suit le sillage.

Les procès politiques de 1936–1937 sont les conséquences différées du choc de Staline après le meurtre de Kirov. L'assassinat, facilement réalisé, du second homme le plus populaire d'URSS a indubitablement suscité chez Staline une peur immense non plus seulement pour son pouvoir, mais pour sa vie. Le discours de Vychinski en août 1936 lors du premier grand procès sur le prétendu centre terroriste trotskiste-zinoviéviste permet d'apprécier l'état de Staline. Vychinski accuse Zinoviev, Kamenev et plusieurs autres d'avoir organisé et pratiquement participé personnellement à l'assassinat de Kirov. Il prononce toutes les formules nécessaires sur Kirov : le meilleur des meilleurs fils de la terre soviétique, l'un des plus chers enfants de la révolution, merveilleux, lumineux, joyeux, comme lumineuse et joyeuse est son sourire, comme lumineuse et joyeuse est notre vie.

Mais le meurtre de Kirov déjà commis n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est le possible meurtre de Staline. Toute une partie du réquisitoire de Vychinski, intitulée « Trotski, Zinoviev, Kamenev – ennemis jurés de l'Union soviétique », est consacrée exclusivement à ce thème. À chaque paragraphe revient, comme un refrain, prêté à Trotski, Zinoviev et Kamenev : « se débarrasser de Staline », « tuer Staline », « terrorisme contre Staline », et encore « se débarrasser de Staline ». Ces mots sont assurément destinés à produire un effet excitant sur la population. Mais ce n'est pas tout. Pendant deux ans après le meurtre de Kirov, Staline vit dans la peur permanente pour sa vie. Les relâchements relatifs de 1935–1936, que l'Occident a baptisés « période rose », sont la première manifestation de cette peur.

Pendant toute la préparation du procès, Vychinski reste en contact constant avec Staline, même si celui-ci se trouve alors dans le Sud. Staline révisé et approuve personnellement les actes d'accusation et les textes des interventions de Vychinski. Lorsque Staline donne son feu vert pour que Vychinski répète à l'envie la formule « se débarrasser de Staline, tuer Staline », on est déjà dans la panique ouverte.

Dans son discours au procès trotskiste-zinoviéviste, Vychinski dit : « Ils ont tué Kirov, ils se préparaient à tuer Staline. » C'est une reprise pure et simple d'une petite chanson déjà mentionnée, qui s'est répandue dans tout le pays en décembre 1934 après le meurtre de Kirov :

« L'avion vole,
Sous lui la neige fond,
Ils ont tué Kirov,
Ils tueront Staline. »

Il en existait une seconde version, encore plus « populaire » : « Ils ont tué Kirov, nous tuerons aussi Staline. » Cette chansonnette est parvenue jusqu'à Staline dans les rapports du NKVD. Le discours de Vychinski, en 1936, est la réponse de Staline au peuple soviétique. Sa peur dicte la politique d'État. La politique d'État devient le terrorisme. Quand un pays remet volontairement tout le pouvoir à un seul homme, il devient inévitablement son otage.

Vychinski et Staline se sont connus à Bakou en 1908. Staline n'est pas encore Staline, mais Koba. Pour la police de Bakou, il est inscrit sous le nom de Gaïoz Nijaradze. Vychinski, lui, est connu sous le surnom de « Roux ».

Staline et Vychinski partagent la même cellule à la prison de Bailov. La prison est surpeuplée, mais le régime est libre, les portes des cellules ne sont pas fermées. Allongé sur sa planche, Staline étudie l'espéranto, langue universelle de l'avenir. En 1937, l'espéranto sera déclaré en URSS langue des espions, et les espérantistes seront fusillés. Dans l'Allemagne hitlérienne, les espérantistes subiront aussi la répression. En 1908, la majorité des détenus de la cellule sont mencheviks et socialistes-révolutionnaires. Vychinski est menchevik. Dans la cellule, il mène avec Staline d'innombrables discussions politiques. Il n'y a pas de restrictions sur les colis envoyés en prison. La femme de Vychinski lui apporte chaque jour des plats faits maison. C'est avec plaisir que Staline mange la nourriture préparée par l'épouse de Vychinski.

Vychinski restera menchevik jusqu'en 1920. En 1920, il considérera que les bolcheviks ont définitivement gagné et que la poursuite de sa carrière exige son entrée au RKP(b). C'est Staline qui l'y aidera. Ainsi, dès 1920, Vychinski est accroché à Staline par deux crochets. Le premier : son retard à entrer au parti. Pour beaucoup, un tel retard sera bientôt non seulement semblable à la mort, mais signifiera la mort.

Le réquisitoire de Vychinski au deuxième grand procès politique de Moscou, en 1937, contient un passage pour les gourmets de l'histoire du parti. Vychinski déclare à la tribune : « En 1904, Trotski publia, comme on le sait, une brochure abjecte intitulée *Nos tâches politiques*. Cette brochure est remplie d'insinuations ignobles à propos de notre grand maître, chef du prolétariat international, Lénine. Trotski diffame Lénine en l'appelant "Maximilien" – du nom de Robespierre, héros de la révolution française bourgeoise – afin par là d'avilir le grand chef du prolétariat international. »

Premièrement, qui est Lénine en 1904 ? Lénine, en 1904, est le chef d'un des partis extrémistes minuscules. C'est à ce Lénine-là que Trotski fait, en réalité, un immense compliment en le comparant à Robespierre, figure d'envergure mondiale. Deuxièmement, Lénine vénérât la Révolution française et ses dirigeants, et spécialement Robespierre. Troisièmement, c'est Trotski qui, en 1917, a concrètement réalisé le coup d'État d'Octobre. Et, enfin, le point principal : ce fidèle léniniste qui, en 1937, défend le chef du prolétariat mondial contre l'ennemi du peuple Trotski n'est autre que Vychinski, celui-là même qui, en octobre 1917, a apposé sa signature au bas de l'ordre d'arrestation de Lénine. Cette signature est un autre crochet auquel Vychinski est suspendu près de Staline.

Ces deux crochets, combinés aux traits de caractère de Vychinski, donnent à Staline la certitude qu'il peut entièrement compter sur cet homme. Les souvenirs de la bonne cuisine de la femme de Vychinski à Bakou rendent cette certitude encore plus agréable. De son côté, Vychinski, lorsqu'il retrouve Staline à Moscou en 1920, ne dit pas un mot sur leur passé commun à la prison de Bailov. Il s'adresse à Staline en le vouvoyant. Vychinski recevra de Staline au moins autant que Staline reçoit de Vychinski.

Le procès du prétendu centre trotskiste-zinoviéviste s'achève par l'exécution de Zinoviev, Kamenev et quatorze autres accusés. C'est la première exécution de hauts cadres du parti ayant participé au coup d'État d'Octobre 1917. À cette époque, Staline perd probablement tout intérêt pour l'idée du rôle dirigeant du parti et pour le parti lui-même. Le parti ne lui est plus nécessaire. Les dirigeants du parti sont faciles à remplacer, et ils sont déjà en train d'être remplacés par la bureaucratie. De plus,

si l'on fait porter toutes les conséquences d'une politique économique absurde sur la direction du parti, cela sort Staline, lui, de la zone de responsabilité. Ces raisonnements rationnels se marient bien à ses accès de paranoïa.

La terreur de 1937–1938 balaiera les cadres du parti à tous les niveaux. Les publications de presse, à la veille de la terreur, sont organisées de manière à enflammer et faire jaillir toute la haine accumulée de la population envers les dirigeants du parti, détenteurs de privilèges matériels. Staline, qui toutes les années précédentes a cultivé le véritable achat de la loyauté de l'appareil dirigeant, fait volte-face à 180 degrés. La presse écrit que les dirigeants sur place se créent leur propre culte de la personnalité, terrorisent leurs subordonnés, utilisent les fonds de l'État pour mener une vie de luxe.

Dans les procès moscovites visant la haute élite du parti, de l'État et de l'armée, Vychinski crée l'impression que devant la loi stalinienne, tous sont égaux.

En 1937, une pièce intitulée *Confrontation (Ochnaya stavka)* sera jouée partout dans le pays. La pièce est écrite à quatre mains : les frères Tour et Lev Cheïnine. Sur les scènes, les mêmes interrogatoires qu'en vrai. Une dramaturgie de première main. L'un des coauteurs, Lev Cheïnine, est enquêteur sur les affaires particulièrement importantes au parquet de la RSFSR, puis de l'URSS. En novembre 1936, après le premier procès de Moscou, à trente ans, il dirige le service des enquêtes du parquet. En plus, il écrit. Il fréquente les milieux écrivains, artistiques et sportifs les plus en vue. Vychinski l'estime énormément et trouve même le moyen de mentionner, dans ses réquisitoires, sa participation aux interrogatoires. Quand, en 1951, Cheïnine sera arrêté, Vychinski ne bougera pas le petit doigt pour l'aider.

Dans l'équipe de Vychinski, au début des grands procès, figure Vassili Oulrikh. Il est président inamovible du Collège militaire de la Cour suprême pendant vingt ans, député du Soviet suprême, décoré d'ordres. Dans les années 1930–1940, il a envoyé à la mort des dizaines de milliers de personnes. Il n'a jamais eu d'appartement, a toujours vécu dans une chambre de l'hôtel Metropol. À la fin de sa vie, il y amène des prostituées et, ivre mort, leur raconte les exécutions auxquelles il a assisté. Parfois, il exécute personnellement les condamnés.

Vychinski conclut son réquisitoire au premier grand procès politique contre Zinoviev et Kamenev par ces mots : « Les chiens enragés, je demande qu'on les fusille – tous, jusqu'au dernier. » Le vocabulaire de Vychinski est repris, entre dans la langue des journaux et le langage quotidien. Boukharine écrit à Vychinski : « Je suis terriblement content qu'on ait fusillé les chiens. » Boukharine, tout comme Kamenev et Zinoviev, appartient à la vieille garde du parti de Lénine. Son nom a été cité au procès. C'est précisément cela qui le pousse à écrire, frénétiquement, à Staline, aux membres du Politburo et à Vychinski.

Dans la compagnie de Zinoviev, Kamenev, Boukharine, on trouve Karl Radek, publiciste, « plume d'or du parti ». Avant même le réquisitoire de Vychinski, Radek exige « que la clique trotskiste-zinoviéviste paie de sa tête ». Gueorgui Piatakov, lui aussi de cette compagnie, premier adjoint du commissaire du peuple à l'Industrie lourde, proclame : « Il faut détruire, détruire comme de la charogne Zinoviev, Kamenev, toute la bande de misérables assassins. C'est une bonne chose qu'on puisse l'anéantir. Honneur et gloire aux travailleurs du NKVD. »

Vychinski est parfaitement au courant de ces appels de Radek et Piatakov. Mais eux ignorent la surprise que Vychinski leur prépare. Avant de commencer son réquisitoire au procès Zinoviev–Kamenev, il déclare publiquement que, sur la base des dépositions de Zinoviev et Kamenev, une

affaire a été ouverte et une instruction engagée contre Radek, Piatakov, Tomsy, Serebriakov, Sokolnikov, Boukharine, Rykov. Ils sont accusés de préparer le renversement du pouvoir soviétique et le rétablissement du capitalisme par une activité de sabotage, de diversion, d'espionnage et de terrorisme. Ils agissent sous la direction de Trotski. Selon l'instruction, Trotski est personnellement en contact avec le proche collaborateur d'Hitler, Rudolf Hess.

Le 10 septembre 1936, paraît dans les journaux une déclaration de Vychinski : l'instruction contre Boukharine et Rykov est close faute de preuves de leur participation au centre antisoviétique trotskiste. Tous les autres suspects sont arrêtés. Mikhaïl Tomsy, membre du Comité central et du Politburo depuis des années, membre du parti depuis 1904, a réussi à se suicider avant son arrestation. Tomsy et Ian Gamarnik, chef du service politique de l'Armée rouge, également suicidé, sont les deux seuls personnages du sommet soviétique qui, en quittant la vie de leur propre volonté, ont pu échapper aux tortures physiques, aux humiliations publiques et à l'abaissement humain et viril. Dans le cadre de l'affaire du prétendu centre trotskiste antisoviétique, Karl Radek est arrêté en dernier.

Les relations entre Radek, détenu, et le procureur Vychinski sont particulières. Radek apporte à Vychinski une aide constante. Vychinski passe le voir dans sa cellule. Ils écrivent ensemble le scénario du procès et les textes des rôles pour les participants. Haut fonctionnaire soviétique, Gueorgui Piatakov, espérant sauver sa vie, écrit une lettre à Staline. Il demande qu'on lui permette, en échange de sa vie, d'exécuter personnellement tous ceux qui seront condamnés à mort. Il se dit prêt à fusiller même sa propre femme.

Pendant tous les derniers mois de 1936, les accusés dans l'affaire du centre trotskiste antisoviétique sont entièrement à la disposition des enquêteurs du NKVD. Le NKVD a un nouveau chef. Un mois après l'exécution de Kamenev et Zinoviev, Staline, depuis Sotchi, envoie un télégramme ordonnant de démettre de ses fonctions le chef du NKVD, Genrikh Iagoda, qui occupait, depuis treize ans, des postes de direction à la Tchéka–OGPU–NKVD. Staline le remplace par le secrétaire du Comité central du VKP(b) et président de la Commission centrale de contrôle du parti, Nikolaï Yejov. Au NKVD, on torture et on fait chanter les prévenus. Vychinski assure le contrôle du parquet sur l'instruction. Il rencontre les détenus au siège du NKVD. Il les menace personnellement de fusillade, d'anéantissement de leur famille et de nouvelles tortures. Résultat : tous les prévenus sont prêts, au procès public, à faire n'importe quelles aveux. Le tandem Yejov–Vychinski, créé par Staline, fonctionne à la perfection.

En pleine instruction, Vychinski s'approprie la datcha de Serebriakov, encore vivant, à Nikolaïnaïa Gora, près de Moscou. Le service d'intendance du parquet de l'URSS prend aussitôt la maison sur son bilan et, en urgence, la rénove pour son chef.

L'idée d'associer les avocats au spectacle politique appartient à Vychinski. Les avocats qu'il choisit sont réellement des juristes de premier ordre. Mais l'offre qu'il leur fait est telle qu'ils ne peuvent pas la refuser. Un refus équivaut à une condamnation à mort. Les avocats préparent leur plaidoirie exclusivement à partir de l'acte d'accusation. Extrait d'un plaidoyer : « Camarades juges, le défenseur est d'abord le fils de sa patrie, un citoyen de la grande Union soviétique. Le sentiment de profonde indignation, de colère et d'horreur qui étreint aujourd'hui tout notre pays, des plus jeunes aux plus âgés, sentiment qu'a si brillamment exprimé dans son réquisitoire le procureur, ce sentiment ne peut être étranger aux défenseurs. » Vychinski reprend les mots de l'avocat : « Je n'accuse pas seul ! J'accuse avec tout notre peuple, j'accuse les criminels les plus lourds, qui ne

méritent qu'une seule peine – la fusillade, la mort ! » Puis le procès-verbal note : « Longs applaudissements ininterrompus de toute la salle. » En effet, le travail parfaitement coordonné du procureur, des accusés, des avocats et des juges ne peut que produire une impression extrêmement forte sur ceux qui sont présents. Dans la salle se trouvent des représentants du corps diplomatique, des journalistes étrangers et soviétiques, l'élite littéraire soviétique. Du côté des lettres occidentales, les écrivains Lion Feuchtwanger et Martin Andersen Nexø.

La publicité donnée au procès s'adresse à parts égales à la population soviétique et au public occidental. La réaction de l'Angleterre illustre bien l'attitude de l'Occident envers ce qui se passe en URSS. Le jour de l'exécution de Zinoviev et Kamenev, le comité des Affaires étrangères du cabinet britannique se réunit. Mais il ne discute pas de Kamenev et Zinoviev. On vient de recevoir un télégramme chiffré de l'ambassadeur britannique à Moscou, lord Chilston. Celui-ci annonce l'arrestation de Sokolnikov. Sokolnikov a été ambassadeur de l'URSS en Grande-Bretagne. « Nous ne pouvons pas abandonner M. Sokolnikov, déclare un membre du comité, Ashton Gwatkin, notre ambassadeur doit s'adresser au gouvernement soviétique pour lui demander de ne pas détériorer les relations soviéto-britanniques. La peine capitale pour M. Sokolnikov pourrait assombrir ces relations et produira une impression terrible sur le public britannique. » Après une longue discussion, les membres du comité se rangent à l'avis du ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden. Eden estime qu'il n'y a aucun sens à défendre Sokolnikov. Premièrement, c'est une affaire intérieure de l'URSS : à elle de décider qui tuer, qui gracier. Deuxièmement, c'est de toute façon inutile. Staline fera ce qu'il veut.

À la fin de 1936, l'ambassadeur britannique à Moscou, lord Chilston, informe son gouvernement : « Yejov est une figure très forte. Ce qui est très important : un dirigeant du parti, et non un tchékiste. Il deviendra probablement le successeur de Staline. Il a de très grandes perspectives. Staline a donné le NKVD à Yejov pour diminuer le pouvoir de cette organisation cauchemardesque. C'est pourquoi il faut saluer la nomination d'Yejov. » Le même Chilston écrit : « La nouvelle constitution soviétique limite le pouvoir du NKVD. »

La constitution stalinienne est adoptée le 5 décembre 1936. Cinquante et un millions de travailleurs ont participé à la discussion du projet. Ceux-ci ont proposé plus de deux millions d'amendements, compléments et suggestions. Pour la population, c'est, en 1936, la deuxième expérience de débat « national ». Avant le projet de constitution, le pays a débattu d'une loi interdisant l'avortement. La masse des femmes s'oppose à l'interdiction. Les raisons : un système de santé déplorable, la pauvreté, des conditions de logement affreuses. Les avortements en URSS sont interdits le 27 mai 1936. Staline déclare : « Nous avons besoin de gens. Ce n'est pas une affaire personnelle de femmes. C'est une question d'une grande importance sociale. »

L'efficacité de la nouvelle constitution soviétique se limite entièrement au fait que, six mois après son adoption, le pays entre dans la Grande Terreur. Les informations recueillies lors de la discussion du projet, qui reflètent l'état d'esprit de la population en 1936, sont centralisées au NKVD. L'année suivante, elles seront utilisées contre les citoyens et formeront la base de nombreux verdicts de condamnation à mort.

Le principal rédacteur de la constitution de Staline est Nikolaï Boukharine. Il aime sortir de sa poche un stylo et se vanter : « C'est avec lui que la Constitution a été écrite. Karlouchka m'a aidé. » Par « Karlouchka », Boukharine entend Karl Radek. En ce temps-là, Radek, déjà arrêté et inculpé, prépare avec Vychinski le texte qu'il prononcera au procès mis en scène. Il calomnierait Boukharine,

et ce sera sa contribution personnelle à l'assassinat de Boukharine. Staline et, avec lui, Vychinski liquideront Boukharine en 1938. Nikolai Boukharine, fidèle compagnon de Lénine, celui qui a introduit le terrorisme en Russie, verra sa mort martyre, sur fond de terreur stalinienne de masse, lui donner, comme aux autres compagnons de Lénine exécutés, l'image d'une victime sacrificielle.

En 1936, la récolte est extrêmement faible. Dans les kolkhozes, le blé est confisqué jusqu'au dernier grain. À partir de novembre 1936, des rapports spéciaux affluent à Moscou, au NKVD. La géographie de ces rapports, c'est-à-dire celle de la famine, est vaste : régions de Voronej, Gorki, Kirov, Koursk, Kouïbychev, Orenbourg, Saratov, Stalingrad, Tcheliabinsk, Iaroslavl, Stavropol, Mordovie, Tchouvachie, Bachkirie, République des Allemands de la Volga.

En 1936, un seul facteur empêche la répétition de la famine de 1931–1933. Après le meurtre de Kirov, par peur pour sa vie, Staline a autorisé les paysans à posséder des lopins individuels. Ces minuscules exploitations personnelles sauvent en 1936 la vie des gens – et le pouvoir de Staline. Si la famine déjà vécue s'était répétée, le régime aurait pu être balayé. À l'hiver 1936, le NKVD signale la diffusion massive de tracts appelant à la révolte.

En 1936, les cartes de rationnement pour le pain sont réintroduites pour la population urbaine à l'initiative des autorités locales, sans coordination avec le centre. Le centre craint panique une nouvelle introduction officielle des cartes. La responsabilité de la politique économique d'État dénuée de sens est rejetée sur les dirigeants locaux à tous les niveaux. L'année suivante, en 1937, ils seront déclarés « ennemis du peuple ». Une population épuisée y croira. La chasse aux « ennemis du peuple » sera le canal par lequel Staline orientera le désespoir d'une population impuissante.

À la fin de 1936, dans les villages de différentes régions du pays, circule la même histoire. Dans les rapports du NKVD, elle est appelée « La légende du sac de blé, de la flaque de sang et du vieillard mystérieux ». Voici comment la raconte la kolkhozienne M. V. Prytkova du kolkhoze Souvorov, canton de Zolotov, République des Allemands de la Volga. Des habitants du village de Rogatkino se sont rendus au village de Dubrovka et, en chemin, ont trouvé un sac de blé. Ils ont essayé de le soulever, mais n'y sont pas parvenus. Plus loin sur la route, ils ont découvert un seau rempli de sang humain. Ils ont compris que ces trouvailles signifiaient une énigme, que leur a déchiffrée un vieil homme rencontré sur le chemin. Le vieil homme leur a dit que le sac de blé signifiait qu'en 1937 la récolte serait très abondante, et le seau de sang, que cette année-là il y aurait de grands massacres.

La récolte de 1937 sera effectivement record. La Grande Terreur commencera en même temps que la moisson. Vychinski travaillera sans relâche. Il survivra, sera couvert d'honneurs et mourra paisiblement dans son bureau à New York, en tant que représentant permanent de l'URSS auprès de l'ONU.

En 1944, après l'échec de l'attentat contre sa vie, Hitler hurlera : « Les criminels seront châtiés sans délai. Ils comparaîtront devant le tribunal du peuple. Le procès sera rapide. Freisler, c'est notre Vychinski. » Roland Freisler, président du Tribunal du peuple du Troisième Reich, a étudié avec soin les méthodes de Vychinski. Il a vécu peu de temps en Russie soviétique. Il a été membre du RKP(b). Il a fui en Allemagne avec de faux papiers. Membre du Parti ouvrier national-socialiste d'Allemagne depuis 1925, fanatiquement fidèle au parti et au Führer.